Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FranceAgriMer

cerfa
N°15367*04

FONDS D'ALLÈGEMENT DES CHARGES A DESTINATION DES ELEVEURS
DANS LE CADRE DU PLAN DE SOUTIEN A L'ÉLEVAGE FRANÇAIS NUMERO 2

Règlement N°1408/2013 de la commission du 18/12/2013

Décisions de FranceAgriMer INTV-GECRI-2016-13 du 31 mars 2016 et INTV-GECRI-2016- 22 du 27 avril 2016

Avant de remplir ce formulaire, veuillez vous reporter à la notice explicative N° Cerfa 51992#04
Veuillez envoyer votre demande à la DDT(M) du siège de votre exploitation

Au plus tard le 30 Juin 2016

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET (obligatoire) : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

DEMANDEUR INDIVIDUEL

Nom : _____ ; Prénom : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| ; Commune : _____

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur : oui ☐ non ☐ de récent installé (**) : oui ☐ non ☐

Si oui, veuillez préciser votre date d'installation : ..../...../....

DEMANDEUR EN SOCIETE

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Forme juridique : *veuillez cocher la case correspondant à votre situation et compléter le tableau ci-dessous*

GAEC : ☐ Précisez le nombre d'associés : |__| EARL : ☐ CUMA : ☐ Autres ☐ : Veuillez préciser : _____

Nom et prénom des associés (*)	N° PACAGE	Date de naissance	Date d'installation si récent installé (**)

(*) Pour les GAEC, indiquer uniquement les associés demandant l'aide. Chaque associé devra compléter sa propre attestation de minimis (annexes 1 et 1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992#04)

(**) Récent installé : exploitant installé, avec ou sans aide, après le 1er février 2011

Capital directement détenu à plus de 50% par des associés exploitants agricoles à titre principal : oui ☐ non ☐

COORDONNEES DE LA PERSONNE A CONTACTER

Nom: _____ Prénom : _____

☎ : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| 📱 : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
Fixe *Mobile*

Mél : _____

CRITERES DE PRIORISATION

TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos ...../...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de porcs	_____ €	
C) Chiffre d'affaires production de bovins-viande	_____ €	
D) Chiffre d'affaires production de bovins-lait	_____ €	
E) Chiffre d'affaires production élevage avicole	_____ €	
F) Chiffre d'affaires production élevage autres		
G) Total chiffre d'affaires élevage (B+C+D+E+F)	_____ €	_____ ***% (G/A)***

EXPLOITATION AU FORFAIT

Oui ☐ Non ☐

Critères supplémentaires définis localement

Se référer, le cas échéant, à la fiche spécifique à votre département, fournie par la DDT(M)

CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

Données fournies par un centre comptable *Obligatoire pour les exploitations au réel.*	***Données <u>non certifiées</u> par un centre comptable*** *Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion* *Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, …*
Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____ ***J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus*** **Signature et cachet du centre comptable :**	***J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus*** **Signature et nom de l'exploitant demandeur :**

(*)

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- **Demande à bénéficier de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français numéro 2.**

- **Atteste sur l'honneur :**
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
  - avoir pris connaissance des décisions du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016-13 du 31/03/2016 et INTV-GECRI-2016-22 du 27/04/2016
  - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
  - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
  - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015)
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
  - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
  - être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :
    15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement *de minimis* agricole ») , *Ce r*èglement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

- **M'engage à :**
  - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
  - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tou*s les élém*ents nécessaires à *l'étude e*t au contrôle éventuel de mon dossier.
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à_____, le_____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).	☐	☐
Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande, - Notification du forfait par l'administration, - Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfaitaire de l'exploitation	☐	☐
- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « *de minimis* » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (**annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°51992#04)**	☐	☐
- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlement *de minimis* entreprise, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (**annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992#04)**	☐	☐
Le cas échéant, fiche spécifique de votre département pour les critères de priorisation définis localement **dûment remplie**	☐	☐
Le cas échéant, le pouvoir (**annexe 2 de la notice explicative Cerfa Cerfa N°51992#04)**	☐	☐
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	☐	
Le cas échéant, pour le volet b de l'aide (prise en charge de la commission de garantie) : **Annexe 4** de la notice explicative certifiant le montant de la garantie relative au(x) prêt(s) de restructuration. *Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)*	☐	☐
Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5 de la notice explicative. *Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)*	☐	☐
Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »…)	☐	☐

RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° de dossier : _____ **Date de réception : |__|__|/|__|__|/|__|__|__|__|**